

Le mystère Waldheim

**BERNARD COHEN
LUC ROSENZWEIG**



au Vif du Sujet

GALLIMARD

REMERCIEMENTS

Réalisée au cours du printemps et de l'été 1986, cette enquête sur le « mystère Waldheim » a bénéficié du concours amical et efficace de nombreuses personnes qui, en toute confiance, nous ont apporté une aide précieuse.

Que soient donc remerciés ici : Mme Ruth Valentini, du *Nouvel Observateur* grâce à qui nous avons pu nous procurer la thèse de doctorat de Kurt Waldheim ; Mlle Hella Moritz et M. Eli Rosenbaum, du Congrès juif mondial à New York, qui ont mis à notre disposition l'ensemble de la documentation réunie par le CJM ; M. David Kahn, historien de la Wehrmacht, dont les conseils nous ont été précieux pour cerner le rôle du lieutenant Waldheim au sein de l'état-major du Heeresgruppe E.

Les indications de MM. Alain Navarro, journaliste de l'*Agence France-Presse* à Jérusalem, et Denis Scribe, correspondant de *Libération* à Athènes, nous ont aussi facilité la tâche. Et à Vienne, où plusieurs amis autrichiens nous ont aidés à comprendre la complexité de ce vieux pays, il nous faut rendre particulièrement grâce à MM. Georg Hoffman-Ostenhof, éditorialiste de l'*Arbeiterzeitung*, et Michel Cullin, ancien directeur de l'Institut français de Vienne.

Il en est encore beaucoup d'autres, anonymes selon leur souhait, qui ont bien voulu nous accorder des entretiens exclusifs alors qu'ils exercent des charges officielles de par le monde.

INTRODUCTION

Le devoir de mémoire

L'histoire qui va être ici contée ne campe pas un homme hors du commun, une figure exceptionnelle. Tout au contraire, celui qu'elle met en scène peut être considéré comme l'archétype de ce que Robert Musil appelait « la philosophie nationale autrichienne : le train-train ». Kurt Waldheim aurait pu passer à travers le siècle avec sa démarche un peu empruntée de fonctionnaire modèle, peaufinant avec un soin très « vieille Europe » une carrière qui l'a conduit jusqu'au fauteuil présidentiel de l'Alte Hofburg à Vienne. Son caractère le vouait à la diplomatie, non à la grande, la périlleuse, l'acrobatique, mais à cet effort besogneux d'arrondir les angles qui peut occuper toute une vie de rond-de-cuir.

Rien n'aurait dû attirer une durable attention sur Kurt Waldheim, pas même ses dix années passées à la tête des Nations unies : lorsque le poste de secrétaire général de l'ONU lui échut en 1972, les grandes puissances avaient décidé de le confier à une personnalité sans personnalité, qui gérerait la communauté internationale comme un département de ministère, sachant allier la froideur à la souplesse, une apparence distante à un opportunisme inné. Revenu aux affaires autrichiennes, Kurt Waldheim ne prétendait pas à descendre dans l'arène politique, à devenir chancelier fédéral ; on ne le lui a d'ailleurs pas

demandé. Non, à cet homme friand d'honneurs il fallait une charge où se refléteraient encore les ors pourtant bien ternis de l'Empire austro-hongrois, et ce fut, en 1986, la course victorieuse à la présidence. Alors éclata le scandale, d'autant plus spectaculaire qu'il frappait un diplomate zélé, accommodant, couleur passe-muraille. Paradoxalement, un homme nouveau accédait aux plus hautes fonctions de l'État autrichien.

Le Waldheim de 1986 est un personnage totalement différent de celui que le public a connu durant les trois décennies précédentes, notamment durant celle passée au poste de secrétaire général de l'ONU, institution créée en théorie pour éviter au monde la répétition des crimes d'État et autres génocides... D'un Waldheim à l'autre, l'espace d'une campagne, parallèle à celle, électorale, du candidat à la présidence autrichienne : celle pour la vérité menée, depuis New York, par le Congrès juif mondial, principal animateur de la recherche sur le passé nazi dudit Waldheim. Soudainement l'ancien porte-voix de la communauté internationale, futur chef d'État, est convaincu de mensonge persistant, assumé et redoublé par une opiniâtre capacité à nier l'évidence.

Le terme de scandale, *a posteriori*, paraît pourtant inapproprié : le retour du passé waldheimien fit du bruit, de l'agitation médiatique, mais ne troubla pas les consciences, sinon celles de quelques Autrichiens et de certains amants de la vérité historique de par le monde. Certes, beaucoup de questions sont venues aux lèvres lorsque, par la conjonction de divers révélateurs dont on a tenté ici d'établir l'alchimie, une dissimulation vieille de quarante ans est remontée à la surface au printemps 1986, comme un vieux cliché oublié dans un bain photographique. Qu'a-t-il vraiment commis, cet homme ? Mais à propos, comment l'Autriche a-t-elle vécu le triomphe du nazisme ? Et puis, Kurt Waldheim aurait-il

été après-guerre un agent double ou triple, se glissant entre les ombres nostalgiques de Vienne?

Mais surtout, l'interrogation première, pétrie de suspensions, de sous-entendus, d'un malaise très palpable : pourquoi l'a-t-on retrouvé en 1986, ni avant ni après mais à cette date trop fortuite pour être honnête, pourquoi s'être rappelé justement à ce moment que Kurt Waldheim n'avait pas traversé la Seconde Guerre mondiale de manière anodine, que son personnage falot cachait un destin fort intrigant? On n'éludera pas cette question, mais il faut d'emblée constater qu'elle a servi d'alibi, de paravent expert à protéger de tous les enseignements politiques, historiques et éthiques que le cas Waldheim aurait dû permettre de tirer. A vrai dire, à sa manière elle a participé au mensonge waldheimien. Car à trop se demander pourquoi on s'était souvenu du passé de Kurt Waldheim dans l'armée du Troisième Reich, il était facile de se désintéresser des raisons pour lesquelles on ne s'en était pas auparavant souvenu. Comme si, en cette fin de siècle, la mémoire était devenue suspecte et comme s'il fallait la soumettre à une enquête de moralité (à laquelle Kurt Waldheim, honorable diplomate autrichien, ne fut jamais astreint quand il prit la tête de l'ONU) lorsqu'elle se présentait pour témoigner à la barre du Tribunal de l'histoire. D'ailleurs, le Vietnam, le Cambodge, ou d'autres traumatismes encore ont fermé pour longtemps cette salle de justice que les intellectuels, il y a vingt ans, fréquentaient avec une grave délectation.

L'affaire Kurt Waldheim peut donc être lue ainsi : une histoire viennoise, avec ses jeux du souvenir et des déguisements. Otto Preminger, juif mais aussi Viennois, a illustré, toute sa vie durant, ce goût de la dissimulation biographique, ce plaisir masochiste à se perdre en ses successives apparences. Des existences éclatées, sans jamais le recours proustien à cet « appareil optique » qu'est la mémoire pour prendre la mesure de sa conti-

nuité, des aventures personnelles baignant dans l'innocence dangereuse de la mauvaise foi : comment en effet rendre des comptes si celui qui agissait hier s'est effacé avec son époque, et si cette même époque, transfigurée par l'oubli et le mensonge, semble maintenant avoir pu tout justifier ?

Waldheim est finalement apparu moins suspect que ceux qui l'avaient accusé : car lui au moins avait un mobile, et dans l'exaspération du réalisme politique que connaît l'Occident un mauvais mobile vaut mieux que rien du tout. La carrière sans gloire de Kurt Waldheim n'aurait jamais attiré les regards du monde si elle n'avait pas fini par interpellé chacun et, retranchée dans son culte de l'efficacité, lancé à la cantonade : « Oui, à quoi bon vraiment se souvenir ? »

Au Kunsthistorisches Museum de Vienne, les petites cuillers en argent de l'impératrice Marie-Thérèse ont été pieusement conservées. Et en cet été 1986, un diplomate de l'ambassade d'Autriche à Berne sort discrètement de la morgue de Genève avec un paquet sous le bras, qu'il expédie aussitôt dans son pays par la voie officielle ; il s'agit d'un bocal de formol dans lequel est conservée la tête de l'anarchiste italien Luigi Lucheni, qui avait poignardé le 10 septembre 1898 l'impératrice Elisabeth d'Autriche, dite Sissi (l'homonyme de l'épouse de Kurt Waldheim). Cet attachement maniaque au passé ne soulève en général aucune objection. Mais que d'aucuns aient jugé intolérable qu'un homme brigue la présidence de l'Autriche après avoir camouflé ses responsabilités en 1939-1945, et les voici taxés de radoteurs accrochés à ce qui n'est plus. Peut-être certains officiels autrichiens rêvent-ils encore, un siècle après, de découvrir dans le cervelet de Lucheni ce « chromosome du crime » qui passionna si longtemps les scientifiques les plus crédules. Mais ils n'ont rien voulu apprendre d'un vestige autrement plus moderne, de cette hantise à maquiller l'his-

toire de la Seconde Guerre mondiale qui caractérise le cas Waldheim.

L'Autriche, faut-il le dire, ne porte pas seule le fardeau de l'amnésie. Avec la polémique suscitée par la biographie truquée de Kurt Waldheim, l'Europe disposait sans doute de la dernière occasion à saisir pour tenter un retour critique, dégagé des passions de la Libération, sur cette période où les valeurs occidentales basculèrent dans la barbarie. Elle l'a dédaignée, un peu par ignorance, beaucoup par honte et, en ce qui concerne au moins les grands de ce monde, par lâcheté. Robert Paxton ou Michael Marrus, en étudiant les ressorts de la Collaboration en France^{1*}, avaient soulevé le voile et suggéré que le silence, s'il envahissait jusqu'aux derniers recoins de la conscience nationale, risquait de l'étouffer. Mais cette exigence inquiète plus les vieilles nations que la fuite dans un oubli sclérosé, voire la réécriture fantasmatique du passé.

En quelques mois, l'Europe a donné de multiples symptômes de cette amnésie délirante, pareille à la somnolence agitée qui suit un repas mal digéré. Tandis que Klaus Barbie, le « boucher de Lyon », était maintenu en prison sans jugement par une procédure judiciaire dont la lenteur semblait vouloir ridiculiser l'idée même d'une punition à retardement, on se rappelait en Espagne que certains nazis (comme le Belge Léon Degrelle) y avaient toujours pignon sur rue alors que leur ancien hôte, le pouvoir franquiste, avait disparu depuis belle lurette. Au même moment, les responsables est-allemands envisageaient tranquillement de construire à Berlin-Est une autoroute qui aurait entraîné la destruction du cimetière juif, le plus grand d'Europe. L'ancien Premier ministre britannique Harold MacMillan (devenu Lord Stockton) faisait saisir la revue des jeunesses de son

* Les notes sont rassemblées à la fin du livre, p. 187.

propre parti, *New Agenda*, qui avait réitéré les accusations selon lesquelles il aurait fait livrer durant la guerre quarante mille Cosaques et Russes blancs à la répression stalinienne.

Sur la lancée des mises en scène faurissoniennes, une thèse niant l'existence des chambres à gaz était solennellement approuvée par un jury universitaire français avant que le ministre de tutelle n'invalide les élucubrations de Henri Roques, tandis que le dessinateur Konk glissait le même message dans un recueil de satires publié sans la moindre difficulté. Une autorité médicale ouest-allemande proposait, quant à elle, de tatouer un numéro sur l'avant-bras des porteurs du virus du SIDA, par un mimétisme effrayant avec ceux qui traquèrent jadis la « contamination idéologique » des juifs ou des homosexuels...

Oui, l'amnésie a gagné du champ, sans doute parce que les générations épargnées par la guerre se sont laissées gagner par un scepticisme général à l'encontre de l'histoire contemporaine, à l'écriture trop travaillée par les arrière-pensées politiciennes et les autojustifications. Comment un jeune Européen pourrait-il accorder crédit aux récits qui accablent les uns pour mieux disculper les autres et qui finissent par laisser planer, tel un malaise indéfinissable, l'idée que tout le monde fut mauvais parce qu'il n'était pas opportun d'être bon ? Le maire d'une petite ville française, dont le passé de résistant est de notoriété publique, s'apprête à recevoir en grande pompe la Légion d'honneur lorsque ses adversaires politiques tonitruent soudainement qu'il fut, à la Libération, l'exécuteur sans scrupule de prétendus collaborateurs. Ce fut, en juillet 1986, la triste aventure de Maurice Giboulet, premier édile de Saint-Barthélemy en Haute-Savoie, dénoncé par ses anciens compagnons d'armes. Quand Marguerite Duras interrogeait jadis cette ambiguïté de la violence avec *Hiroshima mon amour*, les souvenirs, plus

vivaces qu'aujourd'hui, permettaient encore de ne pas sombrer dans un dégoût désabusé. Mais le temps a passé, ajoutant ses aléas aux dissimulations délibérées de ceux qui savaient et ne veulent plus savoir.

Voici par exemple l'ancien chef des services de renseignements français, Alexandre de Marenches, racontant comment il serait tombé un jour, en visitant les caves du SDECE, sur un tas de dix tonnes d'archives, « *ficelé, en vrac, en pagaille* ». C'était en 1970; on lui apprend alors qu'il s'agit des documents de la Gestapo et de l'Abwehr saisis à la Libération. Il tente d'abord de les faire mettre en ordre, puis renonce : « *J'ai fait faire au hasard quelques sondages. Le résultat fut désagréable, voire pénible. On a trouvé des personnalités ayant pignon sur rue qui avaient été, ou le prétendaient, des résistants ou de bons patriotes. En réalité, ils émargeaient aux services allemands. J'ai pensé à l'époque, et je le pense encore maintenant, que l'un des vices français les plus néfastes étant la division, nous n'avions pas besoin – ces gens-là étant encore en vie – d'aller fouiller les poubelles et de remuer la vase, pour ne pas dire autre chose².* » Et voilà pourquoi votre fille est muette...

Parce qu'il a appris à se voiler la face devant son propre passé, l'Occident a bien sûr contribué à semer la confusion parmi les nations qui, arrivées à l'indépendance après la Seconde Guerre mondiale, n'ont spontanément aucun désir de réaliser le retour critique sur l'histoire que les premiers concernés se refusent eux-mêmes d'accomplir. Le monde arabe, dans sa plus grande part, avait cru que l'affrontement entre les puissances de l'Axe et les Alliés allait sonner le glas de la domination occidentale et restaurer la gloire perdue des grandes épopées musulmanes. Pour nombre d'intellectuels arabes, il ne s'agissait pas de prendre le parti du droit contre celui de l'arbitraire, mais de se rallier au plus fort en attendant la convulsion finale. Les enjeux éthiques de la

lutte contre le nazisme ne leur apparaissaient pas clairement; ils furent vite perdus de vue lorsque de nouvelles épreuves – les suites de la décolonisation, les guerres israélo-arabes – se présentèrent à eux.

L'exemple est évidemment extrême, mais il reste très parlant : Moammar Kadhafi a expliqué un jour à des journalistes américaines comment Ronald Reagan en était arrivé à travailler pour le Mossad, le service secret israélien. « *Il est devenu agent israélien parce qu'il avait fait partie de la Gestapo et voulait couvrir son passé* », prétend le colonel libyen dans un syllogisme aussi imparable qu'inquiétant³. Désormais, le flirt du martyr et du bourreau ne s'arrête plus à la complaisance sulfureuse d'une Liliana Cavani (dont le film mettant en scène un Dirk Bogarde nazi et une Charlotte Rampling suppliciée avait fait scandale en son temps), il débouche sur une complète inversion des rôles, sur un chemin historique où tout le monde s'avance masqué. Et c'est ainsi que depuis son accession à la Présidence autrichienne Kurt Waldheim a été bombardé de messages de congratulations et de chaleureuses invitations par le colonel Kadhafi, par les dignitaires de l'Iran khomeiniste ou par le chef d'État syrien Hafez el Assad. Où va se nicher le pseudo-anticolonialisme grâce auquel des leaders en mal de popularité veulent faire oublier qu'ils n'ont jamais rendu compte à leurs peuples de leur omnipotence?

Alors que la fin de ce siècle semble basculer dans un affrontement inédit entre un Occident vieillissant et un Tiers Monde radicalisé jusqu'à se perdre lui-même, il sera trop facile d'incriminer la seule logomachie des sympathisants arabes de Kurt Waldheim. Tous les États occidentaux, sans excepter Israël qui se place délibérément dans cette catégorie, ont manifesté à l'égard de cet homme, dont l'on tentera ici de retracer la carrière sous le Troisième Reich, une complaisance pour le moins sus-

pecte. Qu'aucun d'eux n'ait eu l'intention de relancer l'aspect purement juridique de l'affaire – Kurt Waldheim est toujours formellement sous le coup d'une demande d'extradition formulée par la Yougoslavie en 1947 pour crimes de guerre –, cela peut se comprendre : la prescription s'applique toujours avec largesse aux grands de ce monde. Mais aucune démocratie, si convaincue soit-elle de la transparence de ses institutions, n'a osé réprover l'élection au suffrage universel d'un candidat qui présentait, quelques jours seulement avant son triomphe, une biographie indiscutablement truquée.

Le respect de la souveraineté autrichienne a été invoquée pour justifier ce silence gêné : mais la souveraineté de la conscience démocratique ne serait-elle pas aussi respectable ? Après chaque détournement d'avion, après chaque attentat, tous les éditorialistes de Paris, de Londres ou de New York s'indignent de constater que les règles de vie commune choisies par le plus grand nombre puissent être traînées dans le sang par une poignée de clandestins. Mais à qui donner des leçons si les démocraties ne croient plus elles-mêmes à leurs principes les plus élémentaires ?

Les Autrichiens ont élu Kurt Waldheim par pur réflexe nationaliste (et accessoirement pour donner un avertissement aux socialistes au pouvoir). « *Nous choisissons nous-mêmes qui nous voulons* », a proclamé Kurt Waldheim en guise de programme électoral, ce qui lui a permis d'esquiver toute argumentation sérieuse sur son passé mis en cause. Cela l'inscrit dans une vieille tradition politicienne, celle de l'autoproclamation arrogante, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'a guère aidé à l'épanouissement de la démocratie. Vieille tradition ? Archaïque, même : il y a près d'un siècle, un démagogue espagnol, Antonio Maura, n'avait-il pas mené toute sa campagne électorale avec pour unique mot d'ordre : « *Nosotros somos nosotros* », nous sommes qui

nous sommes? Le Dieu biblique peut s'annoncer ainsi, pas un professionnel de la politique. Kurt Waldheim s'est cependant autorisé ce luxe parce qu'il se savait placé sous la protection d'un double silence : celui du peuple autrichien, et celui des États occidentaux.

S'il existe un « mystère Waldheim », c'est d'abord dans cette conjuration tacite. Refaire pas à pas le chemin des grands criminels de guerre nazis n'est pas une tâche trop ardue pour un historien consciencieux; mais suivre semaine après semaine la trace d'un officier de renseignement allemand dans le maelström des Balkans demande une autre énergie, et même une autre approche de l'histoire contemporaine : il ne s'agit plus, comme trop souvent ce fut le cas dans l'après-guerre, de choisir quelques figures monstrueuses pour exorciser le traumatisme nazi, mais de comprendre, quarante ans après, comment des citoyens anonymes ont permis, par excès de zèle et par défaut de conscience, à la machine de fonctionner.

Nier que Kurt Waldheim aurait pu durant ces heures dramatiques choisir une autre voie, ainsi que n'a pas hésité à le suggérer Ronald Reagan lui-même (« *comme des milliers de soldats allemands, il a fait son devoir* », avait déclaré le président au quotidien *USA Today*), revient en dernier lieu à interdire toute initiative au libre arbitre, à tourner en dérision ce moment capital où le besoin de liberté s'exalte dans l'homme à terre. Liberté de refuser hier la barbarie, aujourd'hui liberté de savoir : le respect de ces deux exigences voulait que le cas Waldheim ne reste pas une simple « affaire », et ne vienne pas grossir le contingent de ces informations accablantes qui fait dire au lecteur de journaux : « Bah, ils sont tous pareils... »

Chaleureusement salué par le terroriste Abou Nidal, soumis à enquête (bien tardive) par le département de la Justice américain, contesté en Yougoslavie mais absous

en Grèce, Kurt Waldheim aura finalement acquis la dimension internationale dont il rêvait après avoir quitté la tête de l'ONU, lorsque les projecteurs de la presse mondiale se braquèrent sur lui. Et c'est pourquoi il a été nécessaire, dans la recherche de ses vérités cachées et des dissimulations lénifiantes qui l'entouraient, d'aller enquêter à New York comme à Belgrade, à Helsinki comme à Jérusalem, à Athènes comme à Vienne.

Certains pays, aujourd'hui encore, n'ont pas voulu ou n'ont pas pu apporter d'autres précisions sur cette intrigue planétaire : l'Italie par exemple, dont les dirigeants ont été sollicités par divers enquêteurs mais qui se sont avoués impuissants à surmonter l'obstacle de la confusion dans laquelle se trouvent toujours ses archives de guerre. Quant à l'intéressé lui-même, si prompt à accorder des interviews-plaidoyers durant sa campagne électorale, il a rejeté l'offre du Tribunal international Bertrand Russell d'organiser à Vienne une rencontre d'experts consacrée à son passé.

Ce mutisme a reçu une large approbation, non seulement des États mais aussi de simples particuliers : en témoigne l'abondant courrier que les deux auteurs ont reçu tandis qu'ils traitaient ce dossier pour leurs journaux respectifs (*Libération* et *Le Monde*). Menaces, insultes, allusions plus ou moins brutales à la consonance judaïque de leurs patronymes... Comme si le besoin de mémoire ne pouvait procéder que d'un complot, ou d'on ne sait quelle essence juive.

Mystérieux, Waldheim ? Certes, la reconstitution d'un passé aussi troublé et autant occulté prend souvent l'apparence d'un roman policier. Mais il n'y a là rien de romanesque, et les polices agissent sur ordre. En tentant de dissiper les silences et les dissimulations, il a surtout été question ici de regarder le monde qui change et qui n'aime pas se souvenir. Dans sa bavarde autobiographie ⁴, Kurt Waldheim avait matière, s'il l'avait voulu et s'il

l'avait pu, à raconter une histoire de ce siècle : la fin des vieux Empires, le triomphe trompeur de la brutalité nazie, les compromis de la reconstruction européenne après-guerre, la manipulation des aspirations indépendantistes du Tiers Monde, le déclin inexorable des institutions de concertation internationale, le retour sénile des nations européennes au credo chauviniste.

Tout cela se réfracte dans cette vie peu exceptionnelle. Et l'histoire, malgré les trucages et les oublis, sait montrer son entêtement lorsqu'elle a commencé à investir un destin personnel. Sitôt après son élection, alors que la principale épreuve qui se présentait à lui était de pouvoir se rendre en visite officielle à l'étranger sans relancer la polémique sur son compte, Kurt Waldheim a découvert qu'il pouvait bénéficier d'une invitation de la République d'Irlande, qui avait déjà été adressée à son prédécesseur à la présidence. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Irlande choisit la neutralité; et le chantre du neutralisme, Eamon de Valera, ne vit aucune objection à rendre hommage à Hitler lorsque la mort du Führer fut annoncée. Pétrie de hasards et de surprises, la carrière de Kurt Waldheim reste sous le sceau d'une remarquable cohérence, celle du renoncement.

Le mystère Waldheim

Qui est Kurt Waldheim? Quel est le passé du nouveau président de la République d'Autriche, élu le 8 juin 1986? Quelle est la personnalité de celui qui, durant dix ans, au poste de secrétaire général des Nations unies, fut le plus haut fonctionnaire mondial? Pour le savoir, Bernard Cohen et Luc Rosenzweig ont enquêté à Vienne, New York, Belgrade, Helsinki, Jérusalem, Athènes et Paris. Confrontant les témoignages, retrouvant les documents, reconstituant le contexte historique, ils éclairent les zones d'ombre du «mystère Waldheim».

Réclamé en vain comme criminel de guerre par la Yougoslavie en 1947, Kurt Waldheim fut adhérent de trois organisations nationales-socialistes, officier de renseignements de l'armée hitlérienne et défenseur de l'idéologie pangermaniste. Comment a-t-il pu cacher ce passé et, ainsi, accéder aux honneurs? Que savaient les grandes puissances? Pourquoi les démocraties se sont-elles tues? Comment la vérité a-t-elle commencé à se savoir?

A la fois reportage et essai, associant la froideur des faits à la subtilité des analyses, *Le mystère Waldheim* répond à toutes ces questions en nous faisant vivre un demi-siècle d'histoire mondiale à travers l'itinéraire d'un homme. Une enquête qui répond aussi à une exigence morale : le devoir de mémoire.

Bernard Cohen est journaliste à *Libération*, après l'avoir été à l'Agence France Presse.

Luc Rosenzweig est journaliste au *Monde*, après l'avoir été à *Libération*.

GALLIMARD

Conception graphique : Jérôme Oudin. D'après photo C.J.M.



9 782070 708109



86-XI

A 70810

ISBN 2-07-070810-1

78 FF tc